

Pour une refonte démocratique et sociale – Non à la régression sociale

La récente démission de Sébastien Lecornu met à nu ce que beaucoup redoutaient : l'impuissance d'un pouvoir incapable de rompre avec ses propres pratiques, l'illusion d'une stabilité sans assise parlementaire, et l'envolée d'une crise politique majeure sous nos yeux.

Nous, Solidaires 44, union de syndicats engagés au service des droits des travailleuses et des travailleurs, constatons avec gravité :

Un pouvoir sans légitimité réelle :

Le recours à un gouvernement presque identique à celui qui vient de tomber, le recyclage de ministres porteurs d'une même politique ultralibérale, et le refus de rupture réelle démontrent que le pouvoir cherche à préserver ses intérêts plutôt qu'à répondre aux urgences sociales.

La marchandisation de l'État et l'étranglement budgétaire :

La dette publique record (115,6 % du PIB) exerce une contrainte inédite, mais l'austérité n'est pas une fatalité : c'est un choix de classe qui impose de nouveaux sacrifices aux populations.

Le gouvernement a subventionné sans condition les grandes entreprises à hauteur de 211 milliards d'€ par an, autant d'argent en moins pour le commun : **ne laissons pas les travailleuses et travailleurs payer la facture.**

L'effritement des alliances parlementaires au profit du désordre politique :

La fragmentation des forces modérées, le positionnement flottant du centre-gauche — tout cela fragmente les voies progressistes, ce chaos profite à l'extrême droite et affaiblit toute construction d'avancée sociale crédible et nécessaire pour la population.

L'urgence d'un rapport de force social :

Face à un État sur la défensive, les mobilisations syndicales et sociales retrouvent une capacité d'interpellation que le pouvoir peinait jusque-là à ignorer.

Nous devons en tirer profit pour imposer une alternative.

Nos revendications immédiates et exigences :

- Sur le plan parlementaire et institutionnel

Exigeons que le prochain gouvernement soit constitué sur la base d'un pacte de non-censure clair, public et conditionné à des engagements précis sur les enjeux et revendications sociales que nous portons.

Que le débat sur l'abrogation de la réforme des retraites soit bien inscrit dans le projet de loi de finances de la Sécu, avec un calendrier contraignant de négociations.

Rejet total de tout recours abusif au 49.3 ou autres procédés visant à court-circuiter le Parlement.

- Sur le plan social, économique et budgétaire

Annulation des mesures d'austérité prévues : gel des baisses de crédits publics, arrêt des suppressions de postes dans les services publics.

Instaurer une taxation forte des très hauts patrimoines et des ultrariches et un retour de la progressivité fiscale.

Réorientation budgétaire : priorité aux investissements sociaux (éducation, santé, logement, transitions écologiques).

Contre la logique du «tout dette» : audit citoyen de la dette publique, afin de déterminer la part illégitime, spéculative, ou éligible à une restructuration.

Pour une démocratie économique et sociale

Mettre en place un contrôle citoyen permanent — via des comités composés de représentants des usagers, des salarié·es et des citoyen·nes — sur les décisions publiques majeures.

Garantie de participation sociale dans les négociations budgétaires nationales.

Protection renforcée des droits syndicaux, respect de la liberté syndicale, interdictions des licenciements abusifs.